# SOCIETE CIVILE GUINEENNE

## DECLARATION N° 002 RELATIVE A LA HAUSSE UNILATERALE DU PRIX DU CARBURANT

***« Depuis une semaine, certains endroits de Conakry et villes de l'intérieur sont touchés par des protestations contre la hausse du prix du carburant » !***

Plusieurs initiatives ont été lancées pour amener le Gouvernement à revenir à des meilleurs sentiments à l'effet de revoir le prix du carburant à 8000 fg le litre, parmi lesquelles :

- Le lancement de la grève par l'inter centrale syndicale ;
- La création des forces sociales de Guinée ;
- Le lancement d'un cadre social regroupant plusieurs plateformes et réseaux d'OSC.
- La relance de la dynamique de défense des citoyens « Debout Citoyen ».

La Société Guinéenne, réunie au sein de la « Dynamique Débout Citoyen », regroupant des plates formes de la société civile, des Syndicats et OSC de jeunesse et de femme, après consultation relève les constats suivants :

1- L'échec de deux concertations entre l'inter centrale syndicale et le Gouvernement ;
2- La Perturbation des activités économiques, les commerces et la circulation ;
3- Des actes de vandalisme dans les quartiers ;
4- L'Absence de plateforme revendicative assortie de propositions concrètes de sortie de crise ;
5- Le Manque de coordination entre les différentes dynamiques ;
6- La lecture superficielle de la situation par les partenaires sociaux qui fait que les causes réelles sont occultées ;
7- Les menaces de manifestations politiques qui risquent de perturber la sphère de revendication sociale ;
8- L'arrogance dans les discours de certains membres du gouvernement voulant faire payer par les pauvres citoyens, les factures des mauvais choix politiques.

9- La prise de raccourcis dans les argumentaires du Gouvernement, Exemple :« Exigence du Groupe FMI- Banque Mondiale » … ;
10- L'indifférence de l'Etat, la banalisation et le mépris des revendications et de leur ampleur ;
11- Des discours divergents et des mots d'ordre différents, déconcertés mettant à nu les insuffisances dans la coordination des différentes manifestations (Inter centrale, Forces Sociales, Debout Citoyen …
12- Le déficit de compréhension par les populations des différents mots d'ordre lancés par les acteurs sociaux.

La Société Civile Guinéenne dans sa mission de veille, d'alerte, de propositions et d'interpellation, conformément aux conclusions de sa dernière assemblée générale, s'est proposée de tout mettre en œuvre pour fédérer les différentes initiatives, afin de créer les conditions d'une sortie de crise rapide.

Dans cette perspective, plusieurs rencontres et initiatives ont été menées :

- La rencontre de concertation et de soutien entre le CNOSCG et l'inter centrale syndicale à la bourse du travail ;
- Des échanges avec certains diplomates et membres d'institutions internationales (Représentant spécial des Nations unies en Afrique de l'Ouest, le PNUD, OIF, …) ;
- La rencontre d'harmonisation entre les forces sociales et la dynamique Debout Citoyens qui a conduit à la création des ***Forces Citoyennes et Sociales de Guinée*** ;
- La rencontre de concertation avec les présidents régionaux des organisations de la société civile Guinéenne, dans la perspective de réflexions sur des approches plus efficaces de mobilisations et de dialogue ;
- La mise en place d'une commission de haut niveau pour analyser le tableau économique de l'Etat et la conjoncture actuelle, assortie de propositions concrètes pour l'élaboration du document de sortie de crise.

A l'issue de ces démarches, il ressort des éléments d'analyse suivant :

- Le déficit d'unité d'action entre les différentes dynamiques sociales, n'ont permis de faire fléchir le Gouvernement et d'inverser le rapport de force ;

- La fixité des positions qui prend l'allure d'une guerre d'égo, reléguant au second rang les causes de cette contre-performance économique du gouvernement précédant ;
- La faiblesse des arguments et justifications avancés par le gouvernement, donnant l'impression d'une opacité et d'un raccourci.

Nous avons l'impression que la grille de lecture de la situation est fortement influencée par des positions cachées, des velléités manifestes de récupération et des discours radicaux sans propositions véritables de sortie de crise.

C'est pourquoi le « Débout Citoyen », interpelle :

**Le Gouvernement :**

- Réduction immédiate du prix du carburant à la pompe à huit mille francs (8000) le litre ;
- L'ouverture dans les 24 heures d'un dialogue avec les centrales syndicales et les organisations sociales impliquées dans la crise ;
- De la nécessité d'approfondir les analyses de la crise et d'accéder à la demande sociale pour éviter l'enlisement de la situation ;
- La publication d'un rapport de gestion de la taxe sur les produits pétroliers, notamment la grille de répartition des trois dernières années ;
- La matérialisation des intentions de lutte contre la corruption et des biens mal acquis à travers des mesures urgentes, transparentes et pragmatiques. Comme entre autres la réduction du train de vie de l'Etat.

Après cette crise, « le debout citoyen » exige du gouvernement, l'organisation d'un audit du circuit d'approvisionnement et de gestion du carburant en Guinée.

**Les acteurs sociaux Guinéens :**

- De renforcer la convergence d'idée entre différentes dynamiques, en vue d'une coordination intégrée et d'une synergie effective pour éviter une situation d'usure et de lassitude des citoyens ;
- De faire une lecture plus approfondie de la situation pour ne pas passer à côté des causes et des conséquences réelles ou d'une d'évaluation au rabais des enjeux ;
- D'améliorer et coordonner la communication pour permettre aux citoyens de mieux comprendre les raisons de cette revendication sociale en vue

d’éviter des récupérations ou des déplacements de la situation ainsi que des actes de violences et de vandalisme ;

**Les partis politiques :**

- De surseoir à tout mot d’ordre de manifestation politique, pouvant entrainer une déperdition des efforts des acteurs sociaux et la récupération politicienne, sur un problème éminemment citoyen qui touche directement le panier de la ménagère et la structure de la gouvernance économique.

**Les Institutions de la République :**

- De sortir de leur silence coupable et appeler le gouvernement à respecter la volonté des citoyens et leur engagement.

**Les forces de maintien d’ordre public :**

- D’encadrer les manifestations de manière professionnelle et conventionnelle en vue de permettre l’exercice des libertés conformément à la constitution et aux lois de la République.

**Le président de la République, Chef de l’Etat, père de la Nation :**

- De jouir de ses prérogatives républicaines pour amener le Gouvernement à de meilleurs sentiments.

La dynamique Débout Citoyen, demande à tous ses membres de se mobiliser fortement et de manière responsable pour une sortie de crise au bénéfice du citoyen, que nous avons l’obligation de défendre.

En vue de permettre un règlement pacifique et une sortie heureuse de crise, le Debout citoyen proposera aux parties prenantes, un document de sortie de crise, assorti d’une analyse plus étayée de la situation économique et Sociale du pays.

Le Debout Citoyen à travers réitère sa solidarité à toutes les initiatives citoyennes, légales et pacifiques de revendications.

Avec une volonté politique, la gestion de cette crise servira d'indicateur pour rectifier les erreurs du passé, comme le disait **Carl Gustav Jung «** *Les crises et les bouleversements ne surgissent pas par hasard. Ils nous servent d'indicateurs pour rectifier une trajectoire, explorer de nouvelles orientations, expérimenter un autre chemin de vie »***.**

Si rien n'est fait pour amorcer le dialogue dans les vingt-quatre heure, la dynamique debout citoyen demande au citoyen guinéen d'observer une journée **« ville morte »,** le mercredi 11 juillet 2018.

***Restons mobiliser de manière responsable pour la défense des intérêts du citoyen.***

***Le Debout Citoyen !***

**Ont signé :**

**CNOSCG**
**Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne**

**CONASOC**
**Coalition Nationale des OSC**

**UNTRG**
**Union nationale des transporteurs routiers de Guinée**

**SIFOG**
**Syndicat Indépendant des forces ouvrières de guinée**

**AEG**
**Association des Economistes de Guinée**

**RAJGUI**
**Réseau Afrique Jeunesse de Guinée.**

**CROSC**
**Les Conseils Régionaux des Organisations de la Société Civile de Guinéenne**

**CASATREG**

**RECIPROC**
**Réseau Citoyenneté Producteurs et Consommateurs**

**REGA**
**Réseau guinéen des acteurs en alphabétisation**

**AGUIAS**
**Association Guinéenne des Assistantes Sociales**

**CCOSC/CPSCG**
**Conseils Communaux/préfectoraux des organisations de la Société Civile Guinéenne.**

**OCGR**
**Observatoire Citoyen de la Gouvernance et de la Redevabilité.**

**CECIDE**
**Centre du commerce international pour le développement.**

**RRC**
**Réseau Recours Citoyen**

**MAOG**
**Maison des Associations et ONG de Guinée.**

**JCI**
**Jeune Chambre Internationale de Guinée.**

**DJELI TOMBA**
**Association des Griots de Guinée.**

**PAJELESCG**
**Parlement des Jeunes de la Société Civile Guinéenne.**

**CNJAG**
**Coalition Nationale des Jeunes et Amis de Guinée.**

**AMGAM**
**Association musulmane de guinée pour l'assainissement des mosquées.**

**AGIDEV**
**Agir pour le Développement.**

**syndicat indépendant des forces ouvrières de guinée**

**PAMOJA**
**Réseau des praticiens de l'approche reflet en Guinée**

**CRJLC**
**Coordination Régionale des jeunes Leaders de la Ville de Conakry**

**COJELPAID**
**Convergence des Jeunes Leaders pour la Paix et la Démocratie**